





ERIC SCHEIDEGGER

Passer en mode « gestion de crise »

C'était le 22 janvier. Les principaux risques pouvant affecter l'économie étaient passés en revue lors d'un séminaire au Secrétariat d'État à l'économie (Seco). Un membre de l'équipe chargée des analyses conjoncturelles a indiqué qu'une maladie pulmonaire se propageait dans une province chinoise. S'il est connu (au moins depuis la crise du Sras en 2003) qu'une épidémie dans un pays lointain peut contrarier le cours de l'économie mondiale, nous ne nous attendions pas à ce que les mesures internationales contre la propagation du coronavirus provoquent la quasi-paralysie des économies occidentales quelques semaines plus tard. Le travail des économistes du Seco a brusquement changé. Depuis février, la gestion de la crise a remplacé les analyses classiques et les projets de politique économique en cours, comme la mise en place d'un contrôle étatique des investissements. Pour faire concorder les scénarios épidémiologiques et économiques, nous avons instauré un échange permanent avec des experts médicaux. Parallèlement, nous révisons constamment nos évaluations des développements économiques nationaux et internationaux en les ajustant si nécessaire et étudions les options optimales pour soutenir la demande économique globale. L'énorme incertitude et l'évolution épidémiologique rapide brouillent la vision de l'avenir immédiat, d'où un intérêt croissant pour de nouveaux types de données économiques, si possible quotidiennes et hebdomadaires. La cellule de crise « Coronavirus et économie », que je dirige, coordonne la politique économique et financière à l'échelle nationale. Nous avons par exemple rapidement mis en place un soutien conjoncturel macroéconomique

de plusieurs milliards de francs. La coopération au sein de l'administration fédérale a jusqu'à présent très bien fonctionné.

L'avantage de l'expérience des crises

L'économie suisse avait déjà prouvé sa réactivité face à la crise financière et économique en 2009, à la crise de l'euro en 2011 et à la forte appréciation du franc en 2015. L'expérience nous a également appris qu'une prochaine crise était inévitable, avec son lot de surprises. Ce qui est nouveau cette fois-ci, c'est que des pans entiers de l'économie ont été immobilisés sur ordre des autorités. Dans ce contexte, procéder à une pesée d'intérêt constante entre les besoins de la santé publique et les coûts économiques s'est révélé particulièrement ardu. Le fait que la Suisse ait jusqu'ici relativement bien maîtrisé la crise en comparaison internationale est surtout dû à la bonne compréhension mutuelle entre les économistes et les experts en santé publique. Enfin, le droit d'urgence a permis à l'administration fédérale d'acquiescer de l'expérience ces derniers mois : les ordonnances du Conseil fédéral sont rédigées, révisées et préparées à être votées chaque semaine. Ce faisant, on entre inévitablement sur un terrain délicat de politique démocratique. La responsabilité est donc d'autant plus grande. Pourtant, l'engagement extraordinaire de la Confédération et des cantons reçoit depuis des mois un large soutien politique. La raison est simple : le degré de confiance dans les institutions est très élevé en Suisse. Cet avantage comparatif ne saurait être surestimé.

Eric Scheidegger est chef de la Direction de la politique économique et directeur suppléant du Secrétariat d'État à l'économie (Seco), à Berne.